



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



EUROPEAN YOUTH PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN DES JEUNES
FRANCE

LA CITOYENNETÉ EN DÉBAT





- Sommaire -

- PROPOS INTRODUCTIF -

- Partenaires du projet
- Les grandes étapes du projet

- LES PROPOSITIONS -

- Parcours : Être citoyen-ne à plusieurs échelles : comprendre l'interconnexion avec et sans mobilité
- Parcours : L'information et ses influences sur l'engagement citoyen
- Parcours : Accessibilité et attractivité des lieux de participation et d'engagement
- Parcours : Décloisonner les établissements scolaires pour faciliter l'engagement au quotidien

PROPOS INTRODUCTIF





CITOYENNETÉ EN DÉBAT

De nombreux défis sociétaux sont, à l'instar de l'urgence climatique, source de mobilisations des jeunes : selon une enquête réalisée par Animafac en 2021 auprès de 3 500 répondants, 94% des jeunes se sentent concerné-es par les enjeux climatiques et 79% estiment nécessaires de prendre des mesures drastiques pour y répondre.

Malgré cet intérêt, la participation des jeunes reste limitée par de nombreux freins tels que la désinformation, la montée des discours populistes ou la crise de la représentation politique en France et en Europe.

Si les taux d'abstention des 18-30 ans restent élevés, 41% des 18-24 ans et 38% des moins de 35 ans lors du second tour des élections présidentielles 2022, on observe un renouvellement de leurs pratiques démocratiques. Chaque année depuis 2018, le Baromètre DJEPVA sur la jeunesse décrit une jeunesse très encline à s'engager bénévolement et à investir des espaces participatifs numériques tels que les consultations, pétitions en ligne ou les réseaux sociaux comme vecteurs d'information, de soutien ou d'expression politique.

Lancé en 2020, le projet Erasmus+ Citoyenneté en Débats est un dialogue structuré, pensé et porté par le Parlement Européen des Jeunes-France en partenariat avec trois autres associations nationales, Animafac, Jets d'Encre et Citizen-Ship.

À l'aube d'une présidentielle où les enjeux d'engagement, de participation démocratique et d'éducation à la citoyenneté des jeunes doivent être pris en compte, il apparaissait nécessaire à nos associations de se saisir de la question de la formation des jeunes citoyens en devenir à la citoyenneté afin de relever les défis de demain.

Sur plus de deux ans, le programme a permis à plus de 500 jeunes et décideurs (associations, élus, institutions) de **co-construire des propositions afin de repenser le parcours citoyen des jeunes.**

Ce livre blanc présente les propositions du projet "Citoyenneté en débat", construites par et pour les jeunes afin de **renforcer leur participation citoyenne et démocratique de façon innovante.**

LES OBJECTIFS DU PROJET

Afin de contribuer à enrichir les politiques jeunesse en matière d'éducation à la citoyenneté et parcours d'engagement, les associations du consortium ont porté ce processus de dialogue structuré avec les objectifs suivants :

- Construire une série de **propositions innovantes** contribuant à renforcer les politiques jeunesse favorisant la participation citoyenne et démocratique des jeunes.
- Permettre à des jeunes de tous horizons de **se questionner** sur leur citoyenneté, leurs besoins et recueillir leurs propositions pour mieux contribuer à la vie démocratique en France et en Europe.
- **Sensibiliser** les jeunes aux différents leviers de participation citoyenne ainsi qu'à leur **capacité d'action** au-delà des frontières nationales en tant que citoyens européens.
- Amener des décideurs politiques à se questionner sur les méthodes d'implication des jeunes dans les processus décisionnels et les faire évoluer pour **mieux prendre en compte les nouvelles façons de s'engager propres aux jeunes**.
- **Favoriser l'échange entre jeunes et décideurs** de tous milieux par des méthodes participatives issues de l'éducation populaire.

Les partenaires du projet

- JETS D'ENCRE -

Avec ou sans moyens, avec ou sans aide, mais toujours avec la rage et le plaisir de s'exprimer, **les jeunes prennent la parole et créent des médias dans les lieux de vie qui sont les leurs.**

Phénomène unique et majeur, cette presse originale reste néanmoins confrontée à de nombreuses barrières, de l'indifférence à la censure, qui sont autant d'atteintes au droit d'expression des jeunes.

Jets d'encre, association nationale, **accompagne les expériences médiatiques de jeunes âgé·e·s de 11 à 25 ans**, et ce peu importe leur format (presse écrite, presse web, radio, émission TV, etc.), dans le milieu scolaire (en collèges et lycées), le milieu étudiant et le milieu hors scolaire (conseils de jeunes, maisons de quartier, associations, groupe d'ami·e·s).



- CITIZEN'SHIP -

Éducation, réflexion, sensibilisation, action... voici les quatre raisons d'être de Citizen-Ship !

Depuis 2018 Citizen'ship aspire à offrir aux jeunes de 10 à 25 ans **une structure de construction de l'éducation citoyenne** qui soit à l'interface entre les milieux associatifs, politiques et citoyens. Cette structure a pour objectifs l'apprentissage de la culture du débat, la connaissance pratique et participative des institutions, la concrétisation de projets citoyens...

Nous voulons donner aux jeunes les outils, le cadre et les concepts afin qu'ils puissent **développer leur expérience apprenante de la citoyenneté.** Ils pourront devenir ainsi producteur de solutions et d'innovation au sein de notre démocratie, afin d'amorcer sa résilience.



- ANIMAFAC -

Le réseau Animafac s'engage depuis plus de 20 ans pour **accompagner les initiatives étudiantes, promouvoir l'engagement et permettre la rencontre entre de nombreux jeunes engagé-es.**

Convaincu que la conduite de projets associatifs permet d'exercer sa citoyenneté au quotidien, Animafac donne aux associations étudiantes les moyens de poursuivre leurs actions.

Multiplier les opportunités d'intervention des jeunes, et en particulier des étudiant-es, dans l'espace public répond à une triple ambition :

- Encourager la participation active du plus grand nombre et dynamiser la vie de campus
- Renouveler et renforcer l'esprit démocratique
- Créer des passerelles entre le monde étudiant et le reste de la société

*** Animafac**

- PEJ - FRANCE -

Le PEJ-France poursuit une mission **d'éducation à la citoyenneté active par et pour les jeunes** dans une dimension européenne .

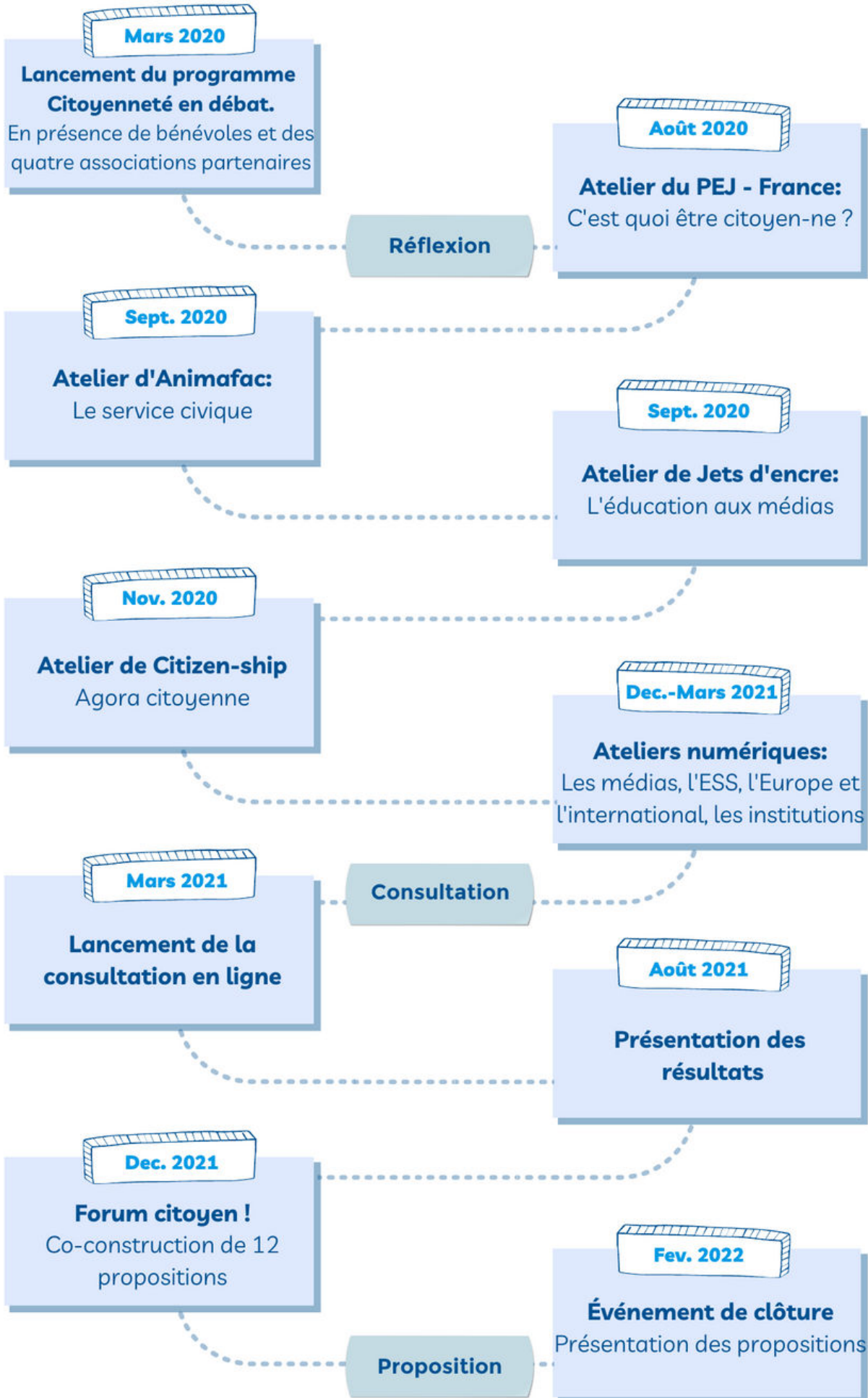
À travers des activités de rencontres, d'échanges et de débats variées, le PEJ-France veut :

- Amener les jeunes à **s'intéresser, et s'emparer des sujets et enjeux d'actualité** qui les concernent en développant une curiosité, un esprit critique et une conscience citoyenne.
- Faciliter les **rencontres et échanges interculturels** entre jeunes, pour favoriser l'ouverture d'esprit, la mixité sociale et l'ouverture à la citoyenneté dans sa dimension européenne.
- **Encourager et faciliter l'expression** des jeunes par l'échange et le débat.
- Rapprocher et donner une place aux jeunes **au coeur du débat public** et de ses institutions.

EUROPEAN YOUTH PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN DES JEUNES
FRANCE



LES ÉTAPES DU PROJET



Les propositions

**- PARCOURS : ÊTRE CITOYEN-NE À PLUSIEURS ÉCHELLES
: COMPRENDRE L'INTERCONNEXION AVEC ET SANS
MOBILITÉ -**

**- PARCOURS : L'INFORMATION ET SES INFLUENCES SUR
L'ENGAGEMENT CITOYEN -**

**- PARCOURS : ACCESSIBILITÉ ET ATTRACTIVITÉ DES
LIEUX DE PARTICIPATION ET D'ENGAGEMENT -**

**- PARCOURS : DÉCLOISONNER LES ÉTABLISSEMENTS
SCOLAIRES POUR FACILITER L'ENGAGEMENT AU
QUOTIDIEN -**



- ÊTRE CITOYEN-NE À PLUSIEURS ÉCHELLES : COMPRENDRE L'INTERCONNEXION AVEC ET SANS MOBILITÉ -

Être citoyen-ne à plusieurs échelles revient à **créer des connexions et des échanges** en physique ou sur des plateformes numériques, pour traiter de sujets s'inscrivant à des niveaux à la fois infranational, national ou supranational. L'interconnexion des enjeux actuels, leur compréhension, ainsi que l'appréhension des paramètres qui les déterminent, se comprennent dès lors au sein d'**un parcours citoyen avec et sans mobilité**.

Le projet citoyenneté en débat a permis de mettre en avant **trois idées motrices** afin de faire vivre un parcours citoyen à plusieurs échelles avec et sans mobilité :

- Avant tout, **l'utilisation d'outils numériques** avec l'élaboration d'une plateforme centralisant du contenu ludique, interactif et participatif, rendant possible sans mobilité l'appréhension de politiques globales et complexes.
- Ensuite, **la mise en place de moments d'échanges locaux**, permettant de créer sur plusieurs jours des rencontres et des synergies entre des citoyen-nes et des acteurs et actrices publics du territoire.
- Enfin, **des voyages dans l'ensemble de l'Europe**, ouvrant sur la découverte et le partage de pratiques et de visions de la citoyenneté.

Impulser des outils numériques adaptés, ludiques et participatifs afin d'exercer sa citoyenneté

Les outils numériques sont de plus en plus utilisés comme des sources d'information, constat d'autant plus fort chez les jeunes : selon le rapport du CESE sur l'Engagement et la participation démocratique des jeunes (Mars 2022), 73% des 16-25 ans utilisent les réseaux sociaux pour s'informer.

Partant de ce constat, les participants du projet citoyenneté en débat ont proposé d'inscrire la citoyenneté sur le web par la **création d'une plateforme interactive, ludique, et participative centralisant des informations fiables sous un format attractif.**

Le "Sit'oyen" est l'idéal type auquel sont arrivés les participant-es. Il s'agirait d'**une plateforme accessible via une application ou un moteur de recherche, pensée comme un lieu numérique inspirant des synergies citoyennes.**

Cette plateforme proposerait un contenu varié, synthétique et adapté aux niveaux et aux demandes des utilisateurs et utilisatrices, ainsi qu'une lecture en plusieurs langues ouvrant l'accès aux citoyen-nes des pays européens.

Elle serait alimentée par les institutions territoriales, nationales, européennes ou internationales, les associations et divers acteurs médiatiques avec du contenu instructif et ludique vérifié (vidéos, revues de presse, podcasts, quizz, etc.). Les jeunes citoyens et citoyennes seraient au coeur de cette plateforme à travers diverses possibilités de réaction et de discussions.

Favoriser la démocratie participative locale par des temps de rencontres et de réflexions ouverts aux jeunes et aux décideurs et décideuses locaux

Lorsqu'il est demandé aux citoyen-nes d'expliquer le fonctionnement des politiques locales et les acteurs et actrices mobilisé-es, ceux-ci répondent avec difficulté. Le terme de mille-feuille territorial revient pour imaginer la complexité en présence. Malgré la proximité et le caractère concret des enjeux locaux, **les citoyens s'en sentent pourtant très éloignés**, ce qui se ressent notamment lors des élections locales : 87% des 18-24 se sont ainsi abstenus lors du premier tour des élections régionales et départementales de 2021.

Des temps de rencontres, de partage et de réflexions organisés à l'échelle locale entre jeunes et décideurs locaux permettraient de rapprocher les citoyens et citoyennes de ces enjeux. D'une part, par **des temps de découvertes et d'ateliers participatifs**, les jeunes pourraient découvrir ou approfondir leur compréhension de la réalité politique et institutionnelle locale et des projets citoyens dont ils et elles peuvent se saisir. D'autre part, à travers **des ateliers de réflexions et de débats**, ils et elles expriment leur opinion sur les politiques actuelles ou futures et ainsi expérimentent une citoyenneté active.

Le Festival de l'engagement a été proposé par les jeunes du programme Citoyenneté en débat pour incarner cette idée. Il se déroulerait sur plusieurs jours dans chacune des 18 régions françaises et permettrait de rassembler un grand nombre d'acteurs et actrices (élu-es locaux, associations, représentant-es de l'État ou de l'Union européenne...) ainsi que des jeunes citoyen-nes entre 15 et 25 ans autour de sujets de citoyenneté locale.

Encourager l'expérience active de la citoyenneté à l'échelle européenne par la mise en place de séjours à travers l'Europe

Les citoyens et citoyennes européen-nes connaissent peu les différents systèmes de prise de décision et de participation démocratiques existants à travers l'Europe.

Cette diversité est pourtant source d'inspiration et de réflexion pour participer en tant que citoyen actif à l'échelle locale, nationale et européenne.

Nous préconisons ainsi la découverte concrète de ces systèmes et des liens que les institutions supranationales telle que l'Union européenne créent entre eux. **Favoriser les mobilités et échanges européens** nous paraît en ce sens essentiel : la mobilité pourrait à la fois être source des rencontres, échanges et expérimentations nécessaires à l'appropriation d'un système politique et des formes de participation qu'il contient.

Les jeunes du programme Citoyenneté en Débat ont imaginé pour illustrer cette proposition **des temps de visites entre des délégations de jeunes issus de plusieurs pays** (visites des institutions, rencontres avec des élu-es locaux et/ou nationaux, etc.).

Ces visites participatives seraient suivies d'un événement international, réunissant l'ensemble des délégations pour un temps comparatif et constructif.

- L'INFORMATION ET SES INFLUENCES SUR L'ENGAGEMENT CITOYEN -

Nous assistons depuis quelques années à des **mutations de l'information** : elle est de plus en plus rapide, continue et parfois virale. Au lendemain de la crise sanitaire et de la campagne présidentielle, les pratiques médiatiques des jeunes sont impactées créant un contexte anxiogène avec la propagation de discours complotistes ou encore de fausses informations, développant aussi de **nouvelles pratiques numériques chez les jeunes pour s'informer et échanger**. 70% de jeunes répondant à la consultation Rentrée d'après ont indiqué être moyennement ou peu d'accord avec l'affirmation "il est facile de décrypter l'information".

Suivre l'actualité, chercher et analyser l'information, croiser les sources, conduire une interview... L'éducation aux médias et à l'information (EMI) permet aux jeunes d'acquérir les connaissances et compétences nécessaires pour décrypter l'information et les médias afin de mieux s'informer, clef de la démocratie.



La mise en place d'une certification de la fiabilité de l'information gérée par une commission indépendante mixte

Fake news, théories du complot, désinformation sont des termes récurrents dans le quotidien des jeunes.

Pour lutter contre ces phénomènes, l'Etat, les médias, les associations, les enseignants mettent en place plusieurs dispositifs mais il n'existe pas une offre claire et reconnue pour les jeunes.

Ainsi, il est préconisé d'accompagner la société civile à décrypter les informations, vérifier leur véracité, leurs sources, etc. en adoptant les bons réflexes à travers **la création d'un label présent sur internet qui permet de confirmer la fiabilité de l'information** afin de se repérer plus facilement dans les médias et sur les réseaux sociaux.

Ce label serait géré par une commission indépendante composée de citoyens et de journalistes qui construisent le dispositif de manière collaborative.

Une offre gratuite d'abonnement à des médias afin de permettre aux jeunes d'accéder plus facilement à l'information

Il existe une multiplicité d'aides pour que des jeunes puissent accéder à des médias tels que le pass culture, aides régionales ou locales pour s'abonner à des médias, accès gratuits à des médiathèques.

Mais **cette offre limitée crée des inégalités** économiques, sociales, géographiques et culturelles entre les jeunes en France.

Ainsi, il est proposé d'**unifier les offres existantes en renforçant le pass culture pour proposer des abonnements gratuits à des médias** en ligne ou en version papier pour les jeunes dès l'âge de 11 ans jusqu'à leur fin d'études.

Cette offre serait renouvelée chaque année et les propositions de médias sont faites par un comité de jeunes de toute la France venant de territoires et ayant un âge différent.

Des ateliers de prévention de l'usage des médias et des réseaux sociaux en dehors de l'école.

Une étude du Ministère de la Culture, datant de 2018, évoque l'intérêt des jeunes pour l'actualité : 93 % déclarant s'intéresser à l'information, 15 % se déclarant même « accros à l'information », tandis que seulement 7 % indiquaient ne pas s'y intéresser.

Les jeunes montrent **un manque de confiance envers l'information et les médias traditionnels**: 82% des répondant·e·s de l'enquête, menée dans le cadre de la Rentrée d'après, ont exprimé avoir peu ou moyennement confiance dans les médias.

Face à ce constat, des actions en dehors de l'Ecole sont à mettre en place pour **outiller et accompagner les jeunes dans leurs pratiques des médias et de l'information**.

Ainsi plusieurs projets sont proposés :

- le partage de journaux dans des espaces communs (halls d'immeubles, à l'entrée de structures jeunesse, etc.) et la **distribution de journaux dans l'espace public**.
- **l'organisation d'ateliers avec des jeunes et des parents sur l'actualité** pour débattre et échanger son avis.

- ACCESSIBILITÉ ET ATTRACTIVITÉ DES LIEUX DE PARTICIPATION ET D'ENGAGEMENT -

L'engagement des jeunes ne décline pas : ses formes sont plutôt en constante mutation. La très grande majorité des jeunes se sentent ainsi profondément concernés par des problématiques contemporaines (dérèglements climatiques, inégalités économiques et sociales, violences de genre...) et cherchent des formes d'engagement qui répondent à la fois à leurs envies mais aussi à leurs contraintes. L'implication ponctuelle ou régulière au sein d'associations et la participation au débat public peuvent en être.

Pour autant, **le manque de reconnaissance des activités bénévoles et la difficulté à faire entendre et peser la voix des jeunes au sein du débat public,** agissent comme de sérieux freins à leur engagement. Ce parcours du programme Citoyenneté propose des axes d'amélioration afin de rendre plus accessibles et attractifs les lieux de participation et d'engagement.



La reconnaissance des activités bénévoles en permettant aux jeunes de les joindre à leur CV & à parcoursup.

Si la loi dite "égalité et citoyenneté" du 27 janvier 2017 prévoit la valorisation des compétences développées par les étudiants engagés dans l'associatif en parallèle de leurs apprentissages, **il existe peu de dispositifs pour les lycéens et lycéennes de faire reconnaître leurs engagements bénévoles.**

Face à ce constat, nous préconisons de **créer un continuum de valorisation et de reconnaissance de l'engagement** du lycée à la fac jusqu'à l'insertion dans la vie active passant par les actions suivantes :

- Mise en place d'**un dossier bénévole** tout au long de son parcours : à joindre pour les lycéen-ne-s au dossier parcoursup, intégré pour les étudiant-e-s dans les diplômes universitaires puis à joindre avec un CV lors de demandes d'emplois pour les jeunes en recherche d'activité professionnelle.
- En parallèle, et afin de favoriser l'engagement des jeunes en difficultés, il paraît pertinent de développer **des stages en associations pour les jeunes en décrochage**, qui pourront ainsi être valorisés dans leur dossier bénévole.
- Cette proposition nécessite également la **mise en place de temps de sensibilisations et de formations** dispensés auprès des entreprises afin de les accompagner à mieux appréhender les compétences développées à travers l'engagement associatif dans leurs recrutements.

La généralisation d'agoras dans des espaces publiques, des lycées et des universités pour échanger et débattre sur des sujets de société.

Si les jeunes sont concernés par les grands enjeux actuels tels que l'environnement, la santé, la lutte contre la précarité, la justice sociale, on observe une réelle **difficulté pour s'exprimer et débattre de ces enjeux**.

Ils et elles bénéficient de peu d'espaces d'expression, ce qui limite leur capacité d'expression citoyenne ainsi que leur aptitude à aborder, décrypter et penser un sujet sociétal. Que ce soit dans le cadre lycéen, étudiant ou professionnel, peu d'espaces d'échanges sont mis à disposition des jeunes.

C'est pourquoi nous proposons de **généraliser les agoras et espaces de débats à la fois dans l'espace public mais aussi dans le cadre scolaire et étudiant**.

Il s'agit concrètement de développer, soutenir et généraliser les actions suivantes contribuant à offrir des espaces d'expression tout au long des parcours des jeunes :

- Des espaces et groupes de débats au collège et au lycée co-animés par des jeunes, avec un soutien de l'établissement et en lien avec des acteurs du territoire.
- Des espaces de débats ouverts sur les campus afin de mobiliser des étudiant-e-s de toutes filières autour d'enjeux communs.
- Des **agoras citoyennes menées sur l'espaces publics à l'échelle de quartiers**, réunissant des citoyens de tout âge et spécifiquement des jeunes en développant des partenariats avec des structures jeunesse pour mobiliser largement les 15-30 ans.

La mise en place auprès des instances gouvernementales d'une consultation systématique appelée "Réflexe jeune" sur les sujets de société ou qui les concernent.

Qu'elles agissent à l'échelle européenne, nationale, régionale ou locale, les institutions publiques impliquées dans la mise en place des politiques jeunesse émettent le souhait d'**impliquer les jeunes dans la prise de décision** afin de co-construire des politiques publiques adaptées à leurs besoins et leur réalité.

Cependant, on constate que ces initiatives ont des limites, les jeunes dans leur globalité se sentent très peu concernés par la construction des politiques publiques et les acteurs peinent à mettre en place des méthodes favorisant la prise de décision des jeunes.

Il apparaît donc pertinent de **mettre en place un "réflexe jeune"** dans l'ensemble des institutions publiques qui **systématise le recours à des consultations des jeunes sur des sujets politiques et publiques** qui les concernent.

Ce réflexe jeune pourrait prendre la forme suivante :

- Mise en place de **consultations des jeunes** à l'échelle souhaitée : plateformes participatives, enquêtes d'opinions.
- Mise en place de **temps d'échanges basés sur des méthodes d'éducation populaire** réunissant des élus, des agents ainsi que des jeunes du territoire pour co-construire les politiques publiques.
- La mise en place d'un **pré-requis avant le vote de toute nouvelle politique publique**, d'obtention d'une majorité d'approbation par le panel de jeunes mobilisé.

- DÉCLOISONNER LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES POUR FACILITER L'ENGAGEMENT AU QUOTIDIEN -

L'engagement des élèves en dehors du lycée est **peu voire pas du tout valorisé** par les établissements scolaires. Concernant les engagements proposés au sein même des institutions lycéennes (CVL, éco-délégué-es), **les ressources temporelles et matérielles dédiées sont très inégales** selon les établissements concernés.

De plus, ce sont très majoritairement les élèves considéré-es comme les "bon-nes élèves" qui s'en saisissent : l'absence de temps dédié à l'engagement le rend difficilement accessible à des élèves ayant besoin de plus de temps pour étudier.

Pourtant, **les lycées peuvent constituer des lieux clés pour faciliter et encourager l'engagement citoyen des jeunes** : les lycéens y passent la majeure partie de leur temps et des ressources (salles, matériel) peuvent facilement être mises à leur disposition.

À travers ce parcours de réflexion mené dans le cadre du programme Citoyenneté en débat, nous proposons de **décloisonner les établissements scolaires afin de faciliter l'engagement des jeunes** au quotidien sur des aspects tant démocratiques, qu'écologiques ou sociaux.

Le taux de participation des jeunes aux élections est régulièrement pointé du doigt comme particulièrement bas. Lors des élections présidentielles de 2022, un peu plus de 40% des 18-24 ans se sont abstenus lors des premier et second tour des élections présidentielles de 2022.

Si l'on analyse plus finement ce chiffre, des différences marquées de participation existent au sein de cette classe d'âge, en fonction de la situation socio-économique et du bagage éducatif et culturel.

Face à ces constats, les jeunes impliqués dans le programme préconisent de **favoriser la pédagogie active de la démocratie** au sein des lycées à travers des systèmes d'**élection et de vote mis en place de façon régulière et avec le cadre requis pour assurer une participation élevée des jeunes** (explications des enjeux de cette élection, suivi des conséquences du résultat, débats permettant de se positionner sur les différents choix proposés, etc.).

Cette expérimentation concrète permettrait de sensibiliser la jeunesse à l'acte du vote et de donner à toutes et tous les jeunes les connaissances et compétences requises pour l'exercer, indépendamment de leur catégorie socio-économique et du cursus suivi après le lycée.

**Faciliter
l'appropriation des
processus électoraux
par l'expérimentation
concrète du système
d'élection au sein des
lycées.**

Favoriser les interactions entre les jeunes et les décideurs au sein des cours d'EMC.

Différentes instances et représentant-es de la société civile soulignent le caractère trop théorique et le faible volume horaire accordé aux cours d'éducation morale et civique (EMC).

Pourtant, ces cours pourraient constituer un véritable levier de la participation citoyenne des jeunes, en leur permettant de mieux appréhender les questions politiques, sociales, économiques et écologiques actuelles, leurs enjeux et les formes de participation possibles.

Pour cela, les jeunes impliqués dans Citoyenneté en Débat portent l'idée d'**inclure dans les cours d'EMC des temps de rencontre et d'échange avec des décideurs variés** : élu-es locaux, nationaux ou européens, associations, représentant-es d'institutions locales et nationales, etc.

Ce faisant, cet enseignement pourrait **favoriser le sentiment de légitimité de toutes et tous à s'exprimer et à prendre leur place dans le débat public** et ainsi contribuer à gommer les inégalités de participation existantes entre des jeunes aux origines socio-économiques diverses.

Faciliter l'engagement des jeunes à travers l'organisation de Forums citoyens au sein des lycées.

Les formes d'engagement citoyen sont nombreuses et beaucoup d'entre elles sont accessibles à des jeunes, y compris lycéens : Junior associations, formations aux premiers secours ou jeunes sapeurs pompiers, participation démocratique locale à travers les Conseils locaux de jeunes, implication au sein d'instances lycéennes...

Pour autant, elles sont souvent méconnues ou paraissent peu accessibles.

De plus, ces engagements sont peu valorisés par les établissements scolaires et rendent d'autant plus difficile l'implication des jeunes du fait de contraintes d'emploi du temps.

Face à ces constats, nous proposons **l'instauration de Forums citoyens, organisés une fois par an au sein de chaque lycée.**

Ces Forums permettraient aux lycéens de **rencontrer d'autres jeunes ou structures proposant une ou plusieurs formes d'engagement** afin d'élargir leur champ des possibles.

L'organisation de ces événements remplirait ainsi un double objectif : une **meilleure connaissance des dispositifs de participation citoyenne par les jeunes** d'une part, et la **sensibilisation des établissements à l'intérêt de l'engagement** de leurs élèves d'autre part.



EUROPEAN **YOUTH** PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN DES **JEUNES**
FRANCE





Jets d'encre



*Animafac

EUROPEAN YOUTH PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN DES JEUNES
FRANCE



Cette publication n'engage que ses auteurs et la Commission ne peut être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qu'elle contient.



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union